

La poudrière ukrainienne

Cet article sur la menace de guerre qui plane sur l'Europe a été publié par l'Istituto Onoratio Damen le 3 février 2022. Il présente un bref résumé de l'escalade de l'impasse sur l'Ukraine et des discours bellicistes qui ont été tenus au cours de ces derniers mois, et qui ont même fini par dominer les dernières querelles liées à la pandémie. Il fournit une évaluation réaliste de cette conflagration dans une perspective internationaliste et donne une réponse à la question de savoir si une guerre majeure en Europe est à l'ordre du jour.

- oOo -

Un nouveau chapitre de la guerre impérialiste permanente menace de s'inscrire au cœur de l'Europe. Les tensions montent sur le front oriental du vieux continent. Les escarmouches dialectiques de la politique cèdent dangereusement la place aux armes et aux démonstrations de force des prétendants impérialistes.

Autour de l'Ukraine, les principaux protagonistes de l'impérialisme du 21^e siècle s'affrontent sans relâche. Si, à première vue, l'affrontement oppose principalement les Etats-Unis et la Russie, l'Union européenne est fortement impliquée, en raison des liens économiques et politiques très étroits, avec la Chine comme spectateur intéressé à ne pas voir son trafic commercial avec la zone la plus industrialisée du monde interrompu.

C'est dans ce contexte de guerre de moins en moins froide que le président américain Biden a, ces derniers temps, dangereusement haussé le ton en accusant lourdement la Russie d'être sur le point d'envahir l'Ukraine et, bien que rien n'indique que les choses se passent réellement en ces termes, il a accordé à Kiev une première aide militaire de 2,5 milliards de dollars qui a été suivie, en novembre dernier, par l'envoi de : *"88 tonnes supplémentaires de munitions dans le cadre d'un 'paquet' de 60 millions de dollars comprenant également des missiles Javen déjà déployés contre les Russes dans le Donbass. Dans le même temps, les États-Unis ont envoyé en Ukraine plus de 150 conseillers militaires qui, flanqués de ceux d'une douzaine d'alliés de l'OTAN, dirigent en fait les opérations."* (1) Dans le même temps, le secrétaire général de l'OTAN, le Norvégien Stoltenberg, dans une série de déclarations, a considéré comme acquise et désormais imminente l'entrée dans l'OTAN de Kiev, après l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et la Roumanie, achevant ainsi l'encerclement militaire de la Russie.

Les contre-attaques russes ont été immédiates, à tel point que Poutine a décidé de déplacer un important contingent de troupes à la frontière ukrainienne et de commencer, toujours à la frontière ukrainienne, un exercice militaire conjoint avec le Belarus. C'était exactement la réaction que les Américains espéraient pour pousser leurs "alliés" européens à soutenir le lancement, en plus de celles déjà en place, d'autres sanctions économiques et financières sévères contre la Russie, y compris le blocage de Nord Stream 2. Ce qui échappe probablement au maraudeur impérialiste américain, c'est que le

temps des confrontations frontales entre blocs opposés est révolu depuis longtemps. Il existe désormais une telle imbrication d'intérêts entre les différentes zones économiques du monde et au sein de celles-ci qu'il est très difficile de les séparer les unes des autres. L'Amérique elle-même ne peut se désintéresser des importations de la Chine sans tenir compte des répercussions très graves sur sa propre économie. Pour avoir une idée des chiffres en jeu, il suffit de penser que seuls les échanges entre l'Italie et la Russie en 2021 s'élèvent à plus de 20 milliards d'euros et que 46,8% du gaz et 23% du pétrole consommés en 2021 par l'UE proviennent de Russie. Et avec l'activation de Nord Stream 2 - que les États-Unis veulent bloquer - 55 milliards de mètres cubes de méthane supplémentaires par an seront ajoutés, dirigés vers l'Allemagne. Avec ces chiffres, il n'est pas difficile d'imaginer quel désastre ce serait pour l'Europe de risquer le blocage des approvisionnements énergétiques en provenance de Russie.

Ainsi, alors que Biden fait tout pour faire monter la tension, les pays européens, prenant leurs distances, se déclarent prêts à soutenir l'Ukraine, mais seulement au cas où elle serait envahie par la Russie. Les distances entre les deux rives de l'Atlantique sont devenues abyssales lorsque Biden a ordonné le déploiement de l'OTAN en mer Baltique, au fond de laquelle - comme par hasard - courent les tuyaux du Nord Stream. L'Allemagne, d'abord avec le vice-amiral et chef d'état-major de la marine allemande Kay-Achim qui a défini l'invasion russe de l'Ukraine comme un "non-sens" - et pour cette raison a été contraint de démissionner ; ensuite en refusant de vendre des armes à l'Ukraine et enfin, bien que par la voix du général à la retraite Kujat, a clairement fait savoir qu'elle n'avait pas l'intention de se joindre à une initiative militaire contre la Russie parce que c'était contraire à ses intérêts : *"L'intérêt de l'Allemagne est de trouver une solution raisonnable à la fois en réduisant la tension avec la Russie et en tenant compte de la sécurité de l'Ukraine. Il n'est cependant pas possible que nous ne parlions toujours que de la guerre et jamais de la manière dont nous pouvons l'empêcher."* (2)

L'ire de la Maison Blanche

La Maison-Blanche n'était pas peu agacée par ces propos, puisque quelques jours plus tard, le Wall Street Journal publiait ce titre en première page : *"L'Allemagne est-elle un allié fiable des États-Unis ? Nein"*. Pourtant, après que Biden lui-même, sous prétexte d'une invasion imminente de la Russie - presque comme pour souligner de cette façon de quel côté les Européens doivent se tenir - ait ordonné le retrait d'une partie du personnel de l'ambassade américaine en Ukraine ; l'Allemagne et la France ont rompu le délai et, pour éviter de se retrouver impliquées dans un conflit dans l'intérêt d'autrui, dans lequel elles et l'ensemble de l'UE auraient tout à perdre et rien à gagner, ont convoqué le 'format Normandie' (3) à l'Élysée et entamé des négociations diplomatiques avec la Russie et l'Ukraine afin de trouver une solution commune à la crise déclenchée par les États-Unis. À son tour, l'Ukraine, craignant d'être impliquée dans une guerre pour le compte d'autrui qui pourrait la réduire à un tas de décombres, a également pris ses distances avec Washington. Le président Volodymyr Zelensky a démenti l'affirmation de Biden selon laquelle une invasion était imminente, et - informé par le correspondant à Kiev de Il Manifesto, L. Di Biase - a invité ses collègues à se joindre à lui. Di Biase, a invité ses

concitoyens : *"Calmez-vous face aux rapports alarmants de la presse étrangère"* et après lui, Di Biase nous informe : *"... Son ministre de la Défense, Oleksii Reznikov, a ajouté dans une interview diffusée en prime time que 'les forces armées russes n'ont pas créé d'unités d'attaque de nature à faire croire à l'imminence d'une offensive', et que par conséquent 'la menace n'existe pas'."* Au même moment, le Centre pour les stratégies de défense de l'Ukraine, lié au gouvernement, a publié un long rapport dans lequel non seulement l'idée d'une opération de grande envergure, mais aussi celle du siège de villes isolées, est décrite comme *"peu probable... et tous les indicateurs examinés ont conduit le centre de recherche à écarter l'hypothèse d'une invasion pour l'ensemble de l'année 2022"*. (4) Ainsi, acceptant l'une des conditions posées par la Russie pour le retrait de ses troupes des frontières ukrainiennes, *"Kiev a suspendu l'examen de la loi de 'transition' qui vise à réintégrer le Donbass et la Crimée et qualifie la Russie d'"État agresseur" et d'"occupant", inacceptable pour Moscou"*.

Enfin, l'Italie aussi, même si cela peut paraître incroyable compte tenu de son asservissement de longue date aux USA, n'a pas été en reste dans ces derniers mois de tension croissante. L'élite de l'industrie italienne s'est chargée de faire comprendre l'état des choses. Malgré l'invitation explicite du Premier ministre Draghi et de la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen à se désister, elle a participé à une réunion en ligne - organisée par la Chambre de commerce italo-russe en novembre dernier - à laquelle, outre des représentants du monde économique russe, Poutine lui-même était présent. C'est connu, les affaires sont les affaires et : *"Le business italo-russe, malgré l'effondrement de 29,2 milliards d'euros en 2013 à 7,5 en 2014 à cause des sanctions après l'invasion de la Crimée, ne s'est jamais arrêté et se redresse, ainsi que les rencontres d'affaires et politiques. Selon l'Istat, au cours des 9 premiers mois de 2021, les échanges entre les deux pays ont augmenté de plus de 43% par rapport à la même période en 2020 pour atteindre 17 milliards d'euros : Les importations russes en provenance d'Italie se sont élevées à 8,7 milliards (+26,48%). L'Italie est huitième parmi les partenaires commerciaux de la Russie, dont elle reçoit un tiers de ses approvisionnements énergétiques, et troisième dans l'UE après les Pays-Bas et l'Allemagne."* (5)

Et Poutine, qui en matière d'affaires et de milliards n'a pas son pareil, n'a pas manqué l'occasion de rassurer les entrepreneurs italiens sur l'une des questions économiques les plus sensibles du moment : la hausse des prix du gaz naturel et du pétrole : *"Les entreprises italiennes du secteur de l'énergie (a-t-il déclaré au cours de l'interview) continuent à travailler avec Gazprom [dont il est actionnaire, ndlr] sur la base de contrats à long terme et aujourd'hui, elles sont en mesure d'acheter du gaz à des prix plus bas, je dirais même beaucoup plus bas que les prix du marché, les soi-disant prix du marché spot, qui ont augmenté de manière significative par l'hiver froid et les pénuries d'approvisionnement [...] la Russie est un fournisseur de gaz fiable."* (6) Donc mieux vaut s'attirer l'ire de la Maison Blanche que de devoir fermer un magasin aussi important et rentable.

En bref, l'UE ne veut pas la guerre, et certainement pas l'Allemagne, la France, l'Italie et

l'Ukraine. Pour les mêmes raisons, la Russie et la Chine n'en veulent pas non plus. L'Amérique pourrait - nous utilisons délibérément le conditionnel - la vouloir pour ralentir le déclin du dollar et de son pouvoir impérialiste. Mais l'Amérique d'aujourd'hui, contrairement à celle d'il y a vingt ans, traverse une très grave crise interne. Son corps social est divisé, ses forces économiques et politiques sont divisées comme jamais auparavant, de même que ses appareils institutionnels et, entre eux et en leur sein, les États mêmes qui la composent. Dans ces conditions et sans alliés "fiables", il lui est difficile de se retrouver unie pour suivre son commandant en chef et les groupes de pouvoir qui le soutiennent dans une guerre potentiellement nucléaire et à très fort potentiel destructeur, comme ce serait inévitablement le cas contre la Russie. Cela ne signifie pas pour autant que si, du moins pour l'instant, un affrontement direct entre elle et les autres puissances impérialistes semble exclu, cette guerre désormais permanente puisse prendre fin. Au contraire, entre des hauts et des bas, se déplaçant d'une partie de la planète à l'autre, elle continuera à semer la mort et la destruction, au moins jusqu'à ce que les prolétaires, et tous ceux qui n'ont rien à gagner de la guerre, trouvent un moyen de mettre fin au mode de production capitaliste dont l'impérialisme est le dernier point d'atterrissage néfaste.

Giorgio Paolucci, IOD, 03 février 2022.

1 M. Dinucci- La polveriera ucraina e la miccia - 'il Manifesto' du 14 décembre 2021.

2 Citation de : Anna Merlo - Francia e Germania provano a rilanciare gli accordi di Minsk - 'il Manifesto' du 26 janvier 2022.

3 Il s'agit du groupe comprenant la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine ainsi appelé parce qu'il a été créé le 6 juin 2014, en marge des célébrations du 70e anniversaire du débarquement en Normandie, et qui a débouché en février 2015 sur les accords de Minsk et au "cessez-le-feu" dans le Donbass.

4 L. Di Biase - Il governo di Kiev frena sull'attacco "imminente" - "il Manifesto" du 26 janvier 2022.

5 Michela Iaccarino et Nicola Borzi - Business as usual, cortesia e miliardi tra italiani e Putin - 'Il Fatto quotidiano' du 27 janvier 2022.

6 Citation de : Massimo Franchi - Videoconferenza con Putin : imprese italiane filorusse per convenienza - 'il Manifesto' du 27 janvier 2022.